MISERE DE L'ALTERMONDIALISME

Une question fondamentale est de savoir si la mondialisation est ou non un phénomène de nature systémique. La considérer comme un phénomène systémique revient à l'expliquer par des facteurs purement endogènes, en l'occurrence par des changements reflétant une irrésistible tendance de fond propre au système du marché. Il s'en déduit alors que la globalisation est irréversible dans le cadre de ce système. Si la mondialisation, au contraire, n'est pas un phénomène systémique, cela signifie qu'elle résulte de facteurs exogènes, auquel cas on peut la considérer comme réversible, y compris dans le cadre de l'économie de marché.

Les libéraux estiment bien entendu que la mondialisation est un phénomène systémique, ce qui leur permet de la présenter comme le résultat d'une évolution « naturelle ». Ceux qui pensent que mettre un terme à la mondialisation implique de sortir du système du marché partagent la même conviction, à ceci près qu'ils en tirent argument, non pour justifier la mondialisation, mais pour prôner une rupture totale avec tout le système dont elle est le produit. Les « réformistes » de toutes obédiences, en revanche, considèrent que la mondialisation n'est pas un phénomène systémique, car ils jugent possible de la « changer », de la « réguler » ou de la « moraliser », ou encore de restaurer l'ancienne autorité des Etats, sans rompre pour autant avec le système du marché. Ce sont ces réformistes de fait (à gauche, on peut citer les noms de Pierre Bourdieu, Immanuel Wallerstein, Noam Chomsky, Samir Amin, Leo Panitch, Zaki Laïdi, Hubert Védrine, Ulrich Beck, Peter Singer, Joseph Stiglitz, Susan George, Noreena Hertz, Paul Hirst et Grahame Thompson, etc.) qui sont aussi les moins diposés à reconnaître la radicale novation que représente la mondialisation, et les plus portés à soutenir qu'elle se situe dans le simple prolongement d'une internationalisation des échanges dont on a depuis longtemps observé la progression. La conclusion qu'ils en tirent est que la mondialisation est un phénomène conjoncturel plutôt que structurel, ce qui la rend encore « gouvernable », et que l'existence d'une « nouvelle classe mondiale » est la *cause* de la mondialisation, alors qu'elle n'en est qu'une *conséquence*.

Ce qu'on appelle aujourd'hui l'« altermondialisme » s'est imposé au lendemain du premier Forum social mondial tenu en janvier 2001 à Porto Alegre. C'est un mouvement fondamentalement hétérogène, où l'on trouve aussi bien des marxistes, des sociaux-démocrates, des libertaires, des « postmodernistes », des « citoyens du monde », des éco-féministes, des rescapés de toutes les formes de gauchisme, ou tout simplement des casseurs[1]. Ce qui est révélateur, c'est que la plupart de ces mouvances altermondialistes

se sont prononcées contre l'idée même de « démondialisation ». Dans une tribune publiée le 6 juin 2011 sur Mediapart (« La démondialisation, un concept superficiel et simpliste »), plusieurs membres du conseil scientifique d'Attac se sont ainsi déclarés « inquiets de la fortune rencontrée par la démondialisation »[2].

Les antimondialistes d'hier se sont ainsi très vite mués en « altermondialistes », c'est-à-dire en partisans d'une « autre mondialisation ». Qu'ils en tiennent pour une « mondialisation alternative », une « mondialisation citoyenne », une « mondialisation plus humaine » ou encore une « mondialisation coopération » (Susan George), ils se sont de ce seul fait placés, dans leur grande majorité, dans une optique réformiste qui les condamne à ne pas voir le caractère systémique de la mondialisation[3].

Sur le plan économique, beaucoup croient ainsi possible d'en revenir à la régulation keynéso-fordiste et d'amender le capitalisme (par une taxe sur les transactions spéculatives, la suppression des paradis fiscaux, etc.), sans se soucier de le supprimer. Nostalgiques des « Trente Glorieuses », ils combattent la dictature des multinationales, mais ne remettent pas en cause la libre concurrence et le libre marché qui l'ont engendrée. Ils rêvent d'un capitalisme qui serait à nouveau régulé par l'Etat. Loin de mettre en cause la toute-puissance de l'économie, dont ils ne perçoivent pas l'essence, ils dénoncent la « mondialisation néolibérale », sans voir que cette expression n'est qu'un pléonasme. Comme l'essentiel de leur critique de l'économie libérale continue de s'inscrire dans le registre économique, ils ne remettent pas en cause la logique du marché, mais se bornent à prétendre en corriger les effets pervers *a posteriori*. Ils restent partisans du productivisme et du « développement ». Confondant régulièrement protectionnisme et autarcie, écluse et barrage, ils sont les premiers à se prononcer en faveur d'une libre circulation des populations et d'une dissolution des identités et souverainetés nationales. Ils militent, en d'autres termes, pour une « régulation politique » des marchés financiers, sans voir que la logique d'une telle régulation reste attachée au cadre de l'Etat national qu'ils entendent « dépasser ».

De façon plus générale, ils partagent tous les présupposés de la « mondialisation néolibérale » qu'ils critiquent, à commencer par le primat des droits de l'homme et l'hostilité à la souveraineté économique des Etats C'est d'ailleurs dans les mêmes termes que les libéraux qu'ils se réclament de l'universalisme abstrait et critiquent le « repli sur soi ». On voit par là qu'ils sont au même titre que leurs adversaires des héritiers de la pensée des Lumières sans réaliser que l'économie du système de production n'en a été qu'une projection parmi d'autres, tant il est vrai que, comme l'a écrit Robert Kurz, que « les idées centrales des Lumières, c'est-à-dire la "liberté" et l'"égalité" de l'"individu autonome » [étaient], de par leur signification, comme faites sur mesure pour la forme capitaliste du sujet du "travail abstrait" (Marx), de l'économie d'entreprise, du marché totalitaire et de la concurrence universelle »[4].

Toutes leurs inconséquences et leurs contradictions dérivent de là. Ils croient qu'on peut faire de l'individu (ou de la « multitude ») la source de toutes les normes sociales. Ils critiquent à l'occasion le monde unipolaire, mais en tiennent pour une gouvernance mondiale qui ne serait rien d'autre que l'expression d'une unique polarité. Ils s'opposent au libéralisme économique, mais défendent le libéralisme sociétal qui ne s'est jamais aussi bien épanoui que dans le capitalisme libéral. Ils défendent l'idéologie des droits de l'homme comme s'il existait des droits humains indépendants de l'organisation sociale.

Ils en appellent à des valeurs universelles, alors qu'une valeur n'a de sens que dans le contexte d'une culture déterminée. Bref, pour reprendre le mot célèbre de Bossuet, ils déplorent des conséquences dont ils continuent à chérir les causes.

Aveugles au politique, ils ne raisonnent qu'en termes de contre-pouvoir. Ils pensent qu'une pression exercée « d'en bas » (les mouvements contestataires, les « multitudes », etc.) peut suffire à enrayer la mondialisation néolibérale et à obliger les gouvernements à en renégocier les règles. Le pouvoir étant à leurs yeux toujours mauvais, il faut seulement exiger de lui qu'il « respecte les droits ». Confondant le *demos* avec la « société civile », les altermondialistes n'en appellent au *commun* que pour mieux liquider le *public*. Pour critiquer la marchandisation, ils s'arc-boutent sur la vieille opposition de la morale et de l'intérêt, ce qui les empêche de penser en termes de base sociale déterminée. A la logique du profit, ils ne trouvent à opposer que des considérations lacrymales sur la « justice », l'« égalité » et la « dignité humaine ». L'altermondialisme apparaît de ce point de vue comme une forme d'*impolitique* parmi d'autres.

Se voulant « citoyens du monde », les altermondialistes sont également très souvent indifférents à la diversité des peuples et des cultures. Ils préfèrent d'ailleurs remplacer les peuples, toujours suspects de vouloir s'abriter dans les limites du national, par les « multitudes » nomades chères à Antonio Negri, Michael Hardt ou Paolo Virno, sans se rendre compte que, comme l'a écrit Tariq Ramadan, « prôner une autre mondialisation et s'armer de la seule rationalité occidentale pour s'opposer à la marchandisation uniforme du monde est plus qu'une contradiction, un profond non-sens »[5].

Plus réaliste, Jean Baudrillard avait bien vu que le dénominateur commun entre l'altermondialisme et l'idéologie libérale qu'il prétend combattre est l'adhésion à l'universalisaté abstraite. « Tout ce qui fait événement aujourd'hui, écrivait-il, le fait contre cette universalité abstraite – y compris l'antagonisme de l'islam aux valeurs occidentales (c'est parce qu'il en est la contestation la plus véhémente qu'il est aujourd'hui l'ennemi numéro un). Qui peut faire échec au système mondial ? Certainement pas le mouvement de l'antimondialisation, qui n'a pour objectif que de freiner la dérégulation [...] Ce qui peut faire échec au système, ce ne sont pas des alternatives positives, mais des singularités. Or, celles-ci ne sont ni positives ni négatives. Elles ne sont pas une alternative, elles sont d'un autre ordre [...] Elles font échec à toute pensée unique et dominante, mais elles ne sont pas une contre-pensée unique – elles inventent leur jeu et leurs propres règles du jeu [...] Il ne s'agit donc pas d'un "choc de civilisations", mais d'un affrontement, presque anthropologique, entre une culture universelle indifférenciée et tout ce qui, dans quelque domaine que ce soit, garde quelque chose d'une altérité irréductible »[6].

Serge Latouche, qui n'hésite pas à se déclarer partisan du « pluriversalisme », a lui aussi bien noté les carences de cet altermondialisme qui critique le capitalisme libéral, mais continue de s'adosser à l'universalisme des Lumières et à l'idéologie des droits de l'homme qui en constituent la matrice historique : « La possibilité de faire de l'économie autrement tout en restant à l'intérieur du paradigme du marché et du capital n'est pas évidente [...] Il n'y a pas de jeu où tout le monde gagne qui soit compatible avec une économie capitaliste de marché [...] Or même les critiques les plus déterminés de la mondialisation sont eux-mêmes, pour la plupart, coincés dans l'universalisme des

valeurs ocidentales […] Pourtant, on ne conjurera pas les méfaits du monde unique de la marchandise en restant enfermé dans le marché unique des idées . Il reste aux altermondialistes, ajoute-t-il par ailleurs, à « s'affranchir de la chape de plomb de l'impérialisme économique pour recréer la diversité détruite par l'occidentalisation du monde »[7].

La perspective réformiste est en fait une impasse. Le seul moyen d'échapper aux conséquences est d'agir sur les causes et de rompre totalement avec le système dominant. Guy Debord disait fort justement que « la compréhension de ce monde ne peut se fonder que sur la contestation, et cette contestation n'a de vérité qu'en tant que contestation de la totalité ».

A l'échelle globale, agir les causes signifie aller vers un monde multipolaire, fondé sur l'existence de blocs régionaux autonomes, afin de garantir le maintien de la diversité collective et la possibilité de la décision politique[8]. Mais cela signifie aussi qu'il faut promouvoir le localisme. Ainsi que l'a rappelé Régis Debray, quand tout pousse au global, il faut tirer vers le local. Le local et non le national, puisque l'Etat-nation est désormais entré en crise et devient de plus en plus impuissant[9]. Relocaliser la production et la consommation est un impératif prioritaire à une époque où les produits industriels destinés à l'alimentation humaine doivent parfois parcourir des milliers de kilomètres avant de finir dans les assiettes[10]. Parvenir à l'autosuffisance alimentaire et énergétique est d'autant plus nécessaire que le coût des transports aériens va devenir prohibitif dans les décennies qui viennent, ce qui ne manquera pas de permettre à certaines productions locales de redevenir compétitives face aux importations. « L'idée de produire et de consommer selon des circuits courts pour contrecarrer la mondialisation marchande et l'uniformisation des modes de vie fait son chemin », observe Jean-Yves Camus[11]. C'est tout l'enjeu de la démondialisation.

Le concept de « démondialisation » est apparu en 2002 sous la plume du sociologue philippin Walden Bello qui, dans son livre *Deglobalization. Ideas for a New World Economy* (ouvrage traduit en France en 2011), se prononçait pour le démantèlement des grandes institutions financières internationales et la relocalisation des activités économiques[12]. Cette idée a été reprise par Edgar Morin, pour qui « la démondialisation donnerait une nouvelle viabilité à l'économie locale et régionale », en même temps qu'elle signifierait le « retour d'une autorité des Etats »[13], par Jacques Sapir, qui affirme que l'histoire et la politique sont appelés à reprendre leurs droits, car la globalisation marchande et la globalisation financière ont déjà atteint leurs limites, la démondialisation passant d'abord par une renationalisation des politiques commerciales[14], par Frédéric Lordon, qui en tient pour une renationalisation de la dette des Etats[15], et par bien d'autres. Sur le plan politique, la même thématique a été soutenue à droite par Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan, à gauche par Jean-Pierre Chevènement, Arnaud Montebourg[16] et Jean-Luc Mélenchon. Ce qui montre bien que le le clivage gauche-droite, devenu totalement obsolète, a aujourd'hui laissé la place à un nouveau clivage entre adversaires (de droite et de gauche) et partisans (de droite et de gauche) de la mondialisation.

L'heure est au désenchantement. La dérégulation financière a abouti à la grande crise mondiale qui s'est ouverte en 2008 aux Etats-Unis et qui n'est toujours pas terminée. L'instauration de l'euro, censée rapprocher les économies européennes, est en train de

les faire exploser. La mondialisation « heureuse » n'a tenu aucune de ses promesses. François Lenglet écrit : « Nous sommes à la veille d'un gigantesque retournement idéologique comme il en survient un ou deux par siècle, dont l'ombre portée s'étendra sur les décennies qui viennent »[17]. Interrogé sur l'altermondialisme, Edgar Morin déclarait voici quelques années : « Il faut lier révolution et conservation. Il n'y a pas de conservation sans révolution. Il n'y a pas de révolution sans conservation »[18]. On ne saurait mieux dire.

A. B.

1. Cf. sur ce point la pénétrante analyse de Takis Fotopoulos, « Globalisation, the Reformist Left and the Anti-Globalisation Movement », in *Democracy and Nature*, juillet 2001.

2. Frédéric Lordon leur a convenablement répondu dans son article « Qui a peur de la démondialisation ? », in *Le Monde diplomatique*, juin 2011.

3. Cf. *Quelle « autre mondialisation ? »*, n° spécial de la *Revue du MAUSS*, 2e sem. 2002.

4. Robert Kurz, *Avis aux naufragés. Chroniques du capitalisme mondialisé en crise*, Lignes, Paris 2004, p. 167.

5. Tariq Ramadan, « Les défis du pluralisme », in *Politis*, 19 juin 2003, p. 19.

6. Jean Baudrillard, « La violence de la mondialisation », in *Le Monde diplomatique*, novembre 2002, p. 18.

7. Serge Latouche, « D'autres mondes sont possibles, pas une autre mondialisation », in *Revue du MAUSS*, 2e sem. 2002, pp. 81-82 ; « La décroissance permet de s'affranchir de l'impérialisme économique », site *Reporterre*, 16 juillet 2013. En Italie, le philosophe marxiste Costanzo Preve, ardent partisan de la « *deglobalizzazione* », qualifiait pour sa part le mouvement altermondialiste d'« opposition de Sa Majesté » (« Destra-sinistra, comunitarismo, comunismo, antiglobalizzazione », in *Comunitarismo*, octobre 2001, pp. 18-21). Cf. aussi André Bellon, *Pourquoi je ne suis pas altermondialiste*, Mille et une nuits, Paris 2004 ; Christophe Ramaux, « Misères de l'altermondialisme », in *Mouvements*, janvier-février 2004, pp. 163-169 ; Thierry Pouch, « Nostalgie ou alter-mondialisme ? », in *Les Temps modernes*, mars-juin 2005, pp. 310-325.

8. Cf. Chantal Mouffe, « Cosmopolitan Democracy or Multipolar World Order? », in *Soundings*, hiver 2004.

9. Cf. l'excellent ouvrage de Jerry Mander et Edward Golsmith (ed.), *The Case Against Global Economy and for a Turn toward the Local*, Sierra Club Books, San Francisco 1997.

10. A propos de la viande de cheval retrouvée voici quelques mois dans des lasagnes « au bœuf » surgelées, le site Pièces et main d'œuvre précisait qu'il s'agissait de « viande découpée en Roumanie vendue par un *trader* hollandais à un *trader* chypriote, qui l'a revendue au goupe français Poujol, holding de la société Spanghero, fournisseur de Comigel, une entreprise de Metz qui fabrique des lasagnes au Luxembourg pour les vendre à Findus, entreprise suédoise

appartenant au fond anglais Lion Capital » (texte en ligne, 12 février 2013). C'est un exemple parmi d'autres.

11. Jean-Yves Camus, « La question identitaire et l'avenir de l'Europe », in *Géopolitique*, avril-juin 2013, p. 81.

12. Walden Bello, *La démondialisation. Idées pour une nouvelle économie mondiale*, Le Rocher, Paris 2011.

13. Edgar Morin, *La voie*, Fayard, Paris 2011.

14. Jacques Sapir, *La démondialisation*, Seuil, Paris 2011.

15. Frédéric Lordon, « Et si on commençait par la démondialisation financière ? », in *Le Monde diplomatique*, mai 2010.

16. Arnaud Montebourg, *Votez pour la démondialisation*, Flammarion, Paris 2011, préface d'Emmanuel Todd.

17. François Lenglet, *La fin de la mondialisation*, Fayard, Paris 2013.

18. Edgar Morin, *Libération*, 5 février 2001, p. 27.